

MARCHE UNITAIRE LE 23 SEPTEMBRE 2023 Pour la fin du racisme systémique, des violences policières pour la justice sociale et les libertés publiques

Le meurtre de Nahel, tué par un policier à bout portant le 27 juin 2023 à Nanterre, a mis de nouveau la lumière sur ce qui doit cesser : le racisme systémique, les violences policières, et les inégalités sociales que creuse la politique de Macron. Une politique néolibérale imposée par des méthodes autoritaires, des lois sécuritaires et une doctrine au maintien de l'ordre décrite jusque dans les plus grandes instances internationales. Une politique régressive qui fait le lit de l'extrême-droite et piétine toujours plus nos libertés publiques, notre modèle social, notre avenir face à l'effondrement écologique.

En première ligne des victimes de ces choix politiques, les habitant-es, et notamment les jeunes des quartiers populaires et des territoires ultramarins, qui subissent de plein fouet l'aggravation de toutes les inégalités sociales dans un contexte économique d'inflation, de hausse des loyers, des prix de l'énergie et de politiques d'urbanisme brutales. Les réformes de la Macronie accentuent la pauvreté en durcissant notamment l'accès aux prestations sociales. La scandaleuse réforme de l'assurance chômage en est un exemple significatif alors que la précarité au travail augmente.

Les révoltes dans les quartiers populaires ne peuvent s'analyser que dans ce contexte global. Les habitant-es de ces quartiers, et notamment les mères isolées, pallient bien souvent seul-es les carences de services publics dont la destruction s'accélère de jour en jour.

A côté de cela, de nombreuses violences sont perpétrées contre les populations : délocalisation et destruction de l'emploi, évasion et fraude fiscale, mode de vie des ultras riches écocide, supers profits des multinationales, modes de production hypers polluants responsables de la crise climatique. Et pour cela, l'Etat laisse faire ! De plus, les populations racisées et/ou issues des classes sociales défavorisées, des quartiers populaires, des zones rurales et périurbaines appauvries, des territoires ultramarins sont victimes de violences institutionnelles et systémiques, notamment policières.

La politique répressive de l'Etat est encore renforcée par le dernier remaniement ministériel, qui a élargi les compétences du ministère de l'Intérieur à la ville, l'Outre-mer et la citoyenneté. La répression s'étend avec toujours plus d'intensité et de violences policières, d'interdictions de manifester, contre le mouvement social et écologiste, comme lors de la lutte contre la réforme des retraites rejetée par l'immense majorité des travailleur-ses et leurs

syndicats et à Sainte-Soline. La liberté associative, directement et indirectement, est de plus en plus mise en cause.

Cette situation est d'autant plus inquiétante que l'institution policière paraît hors de contrôle du pouvoir politique. Des déclarations factieuses de certains syndicats de policiers suite au meurtre de Nahel aux déclarations du Directeur général de la police nationale et à celle du Préfet de police de Paris ainsi que le ministre de l'intérieur, c'est l'institution policière qui aujourd'hui remet en cause l'Etat de droit, plutôt que de mettre fin à l'impunité des auteurs de violences policières.

Nos organisations syndicales, associations, collectifs, comités de quartiers populaires, de victimes de violences policières et partis politiques se mobilisent ensemble dans la durée pour la convergence des justices antiracistes, sociale et écologique, féministes et pour que cessent les politiques sécuritaires et anti sociales.

La crise démocratique, sociale, politique que nous traversons est très grave.

Nous ne pouvons accepter qu'il y ait encore d'autres morts comme Nahel, ou d'autres blessé-es, victimes des violences policières.

Nous appelons à reprendre la rue samedi 23 septembre, à organiser des manifestations ou d'autres initiatives sur tout le territoire, pour faire front ensemble contre la répression des contestations sociales démocratiques et écologiques, pour la fin du racisme systémique, des violences policières, et pour la justice sociale climatique, féministe et les libertés publiques.

NOUS EXIGEONS DES RÉPONSES IMMÉDIATES ET DANS L'URGENCE :

- l'abrogation de la loi de 2017 sur l'assouplissement des règles en matière d'usage des armes à feu par les forces de l'ordre ;
- une réforme en profondeur de la police, de ses techniques d'intervention et de son armement
- le remplacement de l'IGPN par un organisme indépendant de la hiérarchie policière et du pouvoir politique ;
- la création d'un service dédié aux discriminations touchant la jeunesse au sein de l'autorité administrative présidée par le Défenseur des droits et le renforcement des moyens de lutte contre le racisme, y compris dans la police ;
- un plan d'investissement public ambitieux dans les quartiers populaires et sur l'ensemble du territoire pour rétablir les services publics, le financement des associations et des centres sociaux.

Marchons toutes et tous ensemble le 23 septembre !



Une gauche de rupture radicale est indispensable pour nous défaire du capitalisme. Cette gauche doit garder le meilleur des traditions d'un mouvement ouvrier conscient que les luttes féministes, antiracistes, LGBTQI, celles des personnes en situation de handicap contribuent à l'unité de notre camp social. Consciente que ces luttes sont constitutives de tout projet d'émancipation, cette gauche doit être indissociablement écologiste, sociale, féministe et démocratique, pour engager les révolutions de notre temps. Investi.es au sein de La France Insoumise depuis sa création, les militant-es de la Gauche Écosocialiste veulent, par leurs contributions à l'action et à la réflexion, œuvrer à sa réussite et à celle de la NUPES.

Nous faisons face aujourd'hui à une crise globale. Parce qu'elle détruit de façon catastrophique nos conditions de travail, notre environnement et nos conditions de vie, la reproduction du système capitaliste constitue une menace imminente pour la préservation des conditions de vie sur la planète. Si elle n'est pas jugulée, cette crise écologique et sociale sans précédent entraînerait l'humanité dans la barbarie.

Pour changer le monde et changer la vie, une révolution est nécessaire. Cette révolution sera sociale pour permettre aux femmes et aux hommes de se réapproprier leur vie. Elle sera écologique pour garder une planète vivable. Elle sera féministe pour mettre fin au patriarcat. Elle se donnera pour but d'éradiquer les oppressions structurelles qui se manifestent dans le racisme et les discriminations envers les personnes LGBTQI. Face aux agressions et aux dominations impérialistes, cette révolution sera internationaliste.

Cette perspective écosocialiste d'émancipation appelle une nouvelle synthèse de nos combats pour une réorganisation démocratique de la société, pour redonner du sens et de la dignité à notre travail, pour une équitable répartition des richesses, pour garder la Terre vivable et un avenir désirable pour toutes et tous.

Contre toutes les formes d'exploitation des humains et des écosystèmes, contre toutes les formes de domination et d'oppression, nous portons l'exigence d'une vie digne, de l'égalité entre les femmes et les hommes, de l'antiracisme, de l'écologie populaire et d'une décroissance choisie, d'une démocratie réelle étendue à l'ensemble de la vie économique et sociale. Nous agissons pour rendre ces révolutions possibles.

Parce que le capitalisme néolibéral mène une impitoyable guerre de classe, pour gagner, nous avons besoin que se réalise l'unité des exploité-es et des opprimé-es. Nous voulons voir dans leurs luttes des embryons et des prémices du pouvoir populaire nécessaire pour développer un processus effectif et durable de transformation des rapports sociaux.

Il nous faut réaffirmer avec détermination que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » en incluant toutes celles et tous ceux qui participent à la vie sociale dans tous ses aspects. L'auto-organisation de la société ainsi engagée se prolonge au travers de l'autogestion et de l'auto-gouvernement populaire.

C'est dans cette perspective que nous appelons à rejoindre et à construire la Gauche écosocialiste comme force politique organisée et démocratique pour l'auto-émancipation.

www.reve86.org



UNE COURSE CONTRE LA MONTRE EST ENGAGÉE CONTRE L'EXTRÊME DROITE ET LA MACRONIE

Avec les insoumis, nous avons la conviction que l'union aux élections européennes est le meilleur chemin pour gagner en 2027. D'ailleurs, les sondages le montrent (1), le peuple de gauche et des écologistes plébiscite une liste de la Nupes aux européennes. Benoît Hamon, Sandrine Rousseau, Jérôme Guedj ou encore Elsa Faucillon traduisent cette aspiration dans leurs prises de position. En défrayant la chronique avec son annonce aux « Amfis » à Valence, Ségolène Royal a le mérite de poser le débat sur l'union à l'échelle du grand public.

Une course contre la montre est engagée avec l'extrême droite et la macronie. Il faut prendre la mesure de la tripolarisation du champ politique qui change la donne par rapport au clivage classique droite/gauche des décennies précédentes. Divisés, nous n'avons aucune chance d'être devant. Nous laissons ainsi le champ libre à nos adversaires. Bien sûr, nous pourrions toujours faire des additions mais cela n'aura pas la même force qu'un chiffre nous plaçant dans le jeu avec les adversaires macronistes et RN. Ensemble, nous pouvons marquer le paysage politique en arrivant en tête au soir de l'élection européenne.

Pour faire vivre la Nupes, l'ancrer dans une réalité militante et l'affirmer dans le pays, rien de tel que de mener campagne ensemble. A contrario, partir séparément favorise la distinction par l'auto-affirmation des composantes de la Nupes. La compétition électorale amène logiquement chaque liste à chercher à se distinguer des autres, ce qui renforcera les lignes de clivage au lieu de conforter le commun. La coopération vaut mieux que la compétition pour faire vivre l'union.

Si nous voulons gagner en 2027, se mettre d'accord sur l'Europe est une étape importante pour être crédibles aux yeux des Français comme coalition capable de gouverner. Se présenter séparément, c'est contribuer



à entretenir l'idée de visions divergentes sur l'Europe. Or le programme Nupes des législatives de 2022 comporte une base sérieuse pour un discours commun sur l'Union européenne. Enfin, LFI propose aux Écologistes la tête de liste, ce qui constitue un pas important pour construire l'alliance de 2024. C'est aussi une façon de faire vivre le pluralisme de la Nupes.

Ces convictions posées, je ne suis ni sourde, ni aveugle: l'hypothèse du rassemblement aux européennes a du plomb dans l'aile.

J'ai bien vu qu'un vote sur l'orientation d'EELV avait eu lieu, avec un résultat net. J'ai bien noté que le PCF s'engageait pour partir seul avec une tête de liste déjà désignée. J'ai bien lu l'interview d'Olivier Faure dans Libération, qui se dit résolu à une liste autonome du PS.

Les unionistes dont je suis continuerons à chercher à convaincre. Et, quoiqu'il arrive, il nous faudra continuer à agir pour le rassemblement, remettre l'ouvrage de l'union sur l'établi. Car nous n'avons pas le droit de rater l'étape décisive de 2027. Parce que

l'extrême droite menace de prendre le pouvoir. Parce que le climat et les plus fragiles d'entre nous ne supporteraient pas un quinquennat supplémentaire de politique anti-sociale, de folie productiviste et consumériste, de régressions démocratiques. Parce que, dans le cadre de la tripolarisation, l'union à la présidentielle est essentielle pour franchir le seuil du premier tour et ouvrir la voie du progrès humain.

Parce que le climat et les plus fragiles d'entre nous ne supporteraient pas un quinquennat supplémentaire de politique anti-sociale, de folie productiviste et consumériste, de régressions démocratiques. Parce que, dans le cadre de la tripolarisation, l'union à la présidentielle est essentielle pour franchir le seuil du premier tour et ouvrir la voie du progrès humain.

Les difficultés du mouvement social, de la mobilisation citoyenne et même du Parlement à obtenir la moindre victoire, le moindre compromis avec le pouvoir en place disent l'urgence à construire l'union politique et populaire capable de gagner. En tant que forces et responsables politiques, notre devoir est de bâtir le cadre et le discours qui vont susciter l'espoir, l'adhésion du grand nombre, la victoire électorale.

Pour y parvenir, nous avons besoin de renforcer la Nupes. Ses espaces de discussions et de prise de décisions. Son ancrage territorial, partout en France. Son lien avec les acteurs/trices du monde du travail et de la création. Sa capacité d'initiative et sa visibilité pour le grand public.

La Nupes ne peut vivre que si elle sait tenir l'équilibre entre cohérence et pluralisme. Si nous n'apparaissions pas comme une force suffisamment homogène sur l'essentiel, avec un cap commun bien identifié, alors nous aurons du mal à convaincre. Si nous sommes un bloc monolithique, incapable de faire vivre notre diversité qui est une richesse, alors nous perdrons en rayonnement et en attractivité. L'union n'est pas seulement un combat, elle est une culture.

La France insoumise, qui a initié la Nupes et en est le fer de lance, a une responsabilité majeure pour rendre possible la pérennité de notre rassemblement. Le rapport de force ne peut pas être l'alpha et l'oméga des relations entre alliés au sein de notre coalition. Les partenaires de LFI, dont chacun aura compris la volonté de modifier les équilibres politiques de la Nupes à leur profit, ont aussi une responsabilité: ne pas sacrifier l'union sur l'autel de l'affirmation de leur identité. Si la Nupes se fracassait, toutes les composantes en paieraient le prix fort. Et les premières victimes seraient les Français.es.

Clémentine Autain, députée NUPES/La France Insoumise

*Le 13 octobre,
en France et en Europe,
mobilisons-nous
contre l'austérité, pour les salaires
et l'égalité femmes-hommes !*

COMMUNIQUÉ INTERSYNDICAL
CFDT/CGT/FO/CFE-CGC/UNSA/
CFTC/SOLIDAIRES/FSU

En cette rentrée sociale, le pouvoir d'achat et l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux sont toujours les revendications prioritaires pour le monde du travail. La colère contre la réforme des retraites est intacte et des milliers de travailleurs seront pénalisés par son application à marche forcée le 1^{er} septembre.

Alors que les profits explosent dans la plupart des grandes entreprises, plus que jamais un meilleur partage de la richesse produite est impératif. Des mesures ponctuelles et majoritairement financées par l'État sont insuffisantes pour répondre à l'inflation et l'augmentation des coûts tels que l'énergie, l'alimentation, le logement... Nos organisations réaffirment ensemble que ce sujet nécessite une augmentation du SMIC et des politiques salariales dans les branches, les entreprises et la Fonction publique. Nous appelons les employeurs à ouvrir des négociations à tous les niveaux. Cette meilleure répartition des richesses au profit des salariés constitue également un levier puissant d'action pour la lutte contre les inégalités, notamment entre les femmes et les hommes.

Cette année encore, l'été a mis en lumière les conséquences dramatiques du changement climatique et la nécessité d'engager une transition écologique socialement juste. Nous sommes toutes et tous concernés. Les impacts de cette transition écologique juste sont multiples et concernent à la fois les activités, les conditions de travail, les métiers, les emplois, les qualifications et les compétences. Pour répondre à ce défi majeur, il faut dès aujourd'hui apporter des solutions immédiates, anticiper les impacts et préparer les investissements nécessaires, sécuriser l'emploi des travailleuses et travailleurs et les associer aux choix qui les concernent. Au lieu de cela la fragilisation de l'industrie continue sous la pression des actionnaires.

Le PLF et le PLFSS en cours de préparation doivent être à la hauteur des enjeux de la période et de demain. Pour nos organisations ces projets doivent être porteurs de justice sociale. Dans ce cadre, la conditionnalité des 150 à 200 milliards annuels d'aides aux entreprises doit être débattue. Le PLF et le PLFSS doivent renforcer nos services publics, à commencer par l'hôpital, l'école, l'enseignement supérieur et la recherche...

Les négociations nationales qui vont se tenir, notamment en matière de retraites complémentaires et d'assurance chômage, dans les mois à venir seront capitales pour créer et renforcer les droits sociaux des travailleurs. Nos organisations réaffirment la nécessité de répondre aux aspirations démocratiques des travailleurs pour une meilleure représentation collective en revenant sur les ordonnances travail et la loi de transformation de la fonction publique.

L'ensemble de ces sujets sont partagés à l'échelle européenne. Nos organisations, avec le mouvement syndical européen, sont mobilisées pour la solidarité, la transition écologique juste et contre les politiques d'austérité. Nos organisations appellent à une journée de mobilisations et de manifestation le vendredi 13 octobre 2023 contre l'austérité et pour l'augmentation des salaires, des pensions et l'égalité femme-homme.

Nos organisations se réuniront de nouveau au mois de septembre pour la préparation de cette journée.

Paris, le 28 août 2023

SOLIDARITÉ AVEC LES INCULPÉS DE NIORT

Le 8 septembre prochain, 9 personnes sont convoquées au tribunal de Niort pour des manifestations menées dans le cadre de la mobilisation contre les méga-bassines et l'accaparement de l'eau au profit du complexe agro-industriel. Ces procès s'inscrivent dans un contexte de répression croissante à l'encontre du mouvement pour la défense de l'eau.

Parmi les inculpés, de nombreuses personnes qui ont pris la parole pour défaire les mensonges des porteurs de projet et appeler à la mobilisation au nom de diverses organisations: CGT 79, Solidaires 79, Bassines Non Merci 79, la Confédération paysanne nationale et la dynamique des Soulèvements de la Terre. La justice cible une poignée d'organisations sur les 200 collectifs, syndicats et associations qui participent à la mobilisation, une

poignée d'individus sur les milliers de personnes qui ont pris part aux manifestations et aux actions de désobéissance contre les méga-bassines.

La plupart des inculpés sont accusés d'organisation de manifestation interdite. Or dès septembre 2021, toutes les manifestations contre les méga-bassines ont fait l'objet d'arrêts d'interdictions systématiques. Ces mesures liberticides et infondées visent à étouffer toute forme d'expression et de contestation. Elles sont attentatoires à nos droits fondamentaux. Le maintien de ces manifestations a permis que le sujet des méga-bassines et du partage de l'eau arrive au centre du débat public! Le choix de poursuivre des responsables syndicaux est inquiétant et symptomatique de la dérive autoritaire du gouvernement. Depuis septembre 2021, au fil des manifes-

tations, la Confédération paysanne, Bassines Non Merci et les Soulèvements de la terre, n'ont eu de cesse de réclamer un moratoire sur les travaux et l'ouverture d'un dialogue sur la question de l'usage et du partage de l'eau en cette période de sécheresse historique. La seule réponse du gouvernement: avalanche de grenades et poursuites judiciaires. Le paroxysme de cette politique fut atteint à Sainte Soline le 25 mars dernier, où le gouvernement a fait le choix « d'empêcher l'accès à la bassine quel qu'en soit le coût humain » comme en atteste le rapport des observateurs de la LDH.

A la veille du redémarrage annoncé des travaux, faisons de ce procès le procès des méga-bassines pour la défense de l'eau et le procès de la répression des mouvements sociaux, écologiques et syndicaux. C'est le ministère de l'intérieur et sa poli-

tique de maintien de l'ordre qui devrait être sur le banc des accusés!

Ce sont les décideurs politiques et financiers qui sont responsables de cette situation et qui doivent revoir de fond en comble et en urgence la gestion de l'eau.

Soyons nombreux.ses pour affirmer notre solidarité avec les personnes et organisations mises en cause et notre détermination à poursuivre la lutte jusqu'à l'abandon définitif des projets de méga-bassines. Soyons nombreux.ses à exercer le droit de manifester.

Rendez-vous le 8 septembre à partir de 10h30 place de la Brèche à Niort pour un rassemblement contre les méga-bassines et pour celles et ceux qui défendent l'eau.

Rendez-vous le soir pour un grand concert de soutien.

HALTE À LA RÉPRESSION

Sébastien Menesplier secrétaire général de la CGT Mines et Énergie et membre du Bureau confédéral est convoqué le 6 septembre prochain à la gendarmerie de Montmorency.

Matif? Les actions des gaziers et électriciens contre la réforme des retraites adoptée à coup de 49.3.

Déjà de nombreux militant·es et dirigeant·es de la CGT font l'objet de poursuites pour les mêmes motifs.

S'attaquer à un dirigeant confédéral national, c'est un pas de plus dans la politique de répression de Macron et de son gouvernement.

La Gauche écosocialiste condamne cette nouvelle provocation du pouvoir et exige l'abandon de toute convocation et poursuite engagée contre les militant·es syndicaux.

Dans les entreprises, dans les quartiers et les campagnes cette politique d'attaque contre les libertés syndicales et démocratiques visent à bâillonner toute contestation quitte à tenter de dissoudre les mouvements ou organisations, comme l'a montré le ministre de l'intérieur Darmanin en s'attaquant au mouvement des Soulèvements de la terre.

La Gauche écosocialiste soutient Sébastien Menesplier et tous les militant·es en proie à la répression. Elle participera aux actions prévues pour leur défense.

Rendez-vous le 6 septembre à 11h30 place de France à Poitiers devant la permanence du député Houillé pour un rassemblement de dénonciation de la répression antisyndicale et un repas de lutte à l'initiative de la CGT.